



DOCUMENTS DU  
**FILE COPY**  
NOT TO BE TAKEN OUT



60637

**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.: GÉNÉRALE

E/CN.14/779

4 avril 1980

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abéba, 3-8 avril 1980

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième session/sixième réunion de  
la Conférence des ministres

Addis-Abéba, 9-12 avril 1980

**LES INCIDENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES  
REFUGIÉS EN AFRIQUE : NOTE DU SECRETARIAT SUR LE  
RÔLE DE LA CEA**

1. La préoccupation de la CEA pour le sort des réfugiés en Afrique l'a conduite à participer, depuis le début de 1977, à toutes les étapes préparatoires de la Conférence sur la situation des réfugiés en Afrique, tenue à Arusha en 1979 et placée sous les auspices communes de l'OUA, du HCR et de la CEA. La préparation de la Conférence, la seconde de cette nature à avoir lieu dans l'histoire de l'Afrique d'après l'indépendance, a comporté la réalisation de travaux de recherche de fonds et la participation, à des séminaires, réunions de travail, réunions de groupes d'experts etc., organisés en préparation de la Conférence, où les problèmes des réfugiés ont été examinés des points de vue juridique, social, économique, institutionnel, administratif et financier. La Conférence a achevé l'examen de ces aspects du problème des réfugiés en formulant quinze ensembles de recommandations concernant les mesures que devaient prendre les institutions spécialisés, y compris l'ONU.

2. Le rapport et les recommandations de la Conférence d'Arusha ont été approuvés :

- i) par le Conseil des ministres de l'OUA à sa session de Monrovia, en 1979 [voir résolution CM/727(XXIII)] ; et
- ii) par l'Assemblée générale à sa trente quatrième session (voir résolution 34/61).

3. De l'ensemble des recommandations figurant dans le rapport de la Conférence, dont un exemplaire est joint au présent document, le secrétariat a examiné les recommandations ci-après, qui appelaient l'adoption de mesures par la Commission économique pour l'Afrique.

Rec. 10 : Réfugiés dans les zones rurales

Rec. 11 : Réfugiés dans les zones urbaines

Rec. 12 : Recommandations générales concernant les réfugiés dans les zones rurales et urbaines

Rec. 13 : Emploi, éducation et formation des réfugiés en Afrique

4. Au cours des dernières mois, le secrétariat a été appelé à fournir une assistance effective en réponse au problème croissant des réfugiés, dans le cadre de son mandat (compte tenu du rôle de l'Organisation de l'Unité africaine et du rôle du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) et dans les limites de ses ressources disponibles.

5. Le secrétariat est pleinement conscient, en raison des contacts qu'il a eus non seulement avec le Bureau du Secrétaire général à New York, mais aussi avec les représentants de divers gouvernements, de l'ampleur et de la complexité des questions en jeu et de la nécessité d'y apporter de toute urgence des solutions concrètes.

6. Le secrétariat est toutefois gravement handicapé à cet égard par le peu de ressources dont il dispose à l'heure actuelle.

7. L'objet de la présente note est d'informer la Conférence du problème qui se pose au secrétariat et de lui demander des conseils sur la façon de le résoudre.